



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

sans-abri

Question au Gouvernement n° 1784

Texte de la question

SANS-ABRI

M. le président. La parole est à M. Jean-Hugues Ratenon.

M. Jean-Hugues Ratenon. En tant que Réunionnais et fier de l'être, je voudrais au préalable faire part de mon indignation face aux propos de Mme Brigitte Bardot. (*Applaudissements sur tous les bancs.*) « Île du diable », gens « qui ont gardé leurs gènes de sauvages », « cannibalisme », « une population dégénérée » et j'en passe. Même si la cause animale est un sujet préoccupant, personne ne peut accepter de tels propos. Je rappelle que c'est le député réunionnais Younous Omarjee qui a mené la rude bataille contre la méthode barbare de la pêche électrique. Monsieur le président, je souhaiterais que dans cet hémicycle soient condamnées avec la plus grande fermeté ces injures raciales. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

J'en viens à ma question qui s'adresse à M. le Premier ministre et qui concerne les sans-abri.

Le collectif « Les Morts de la Rue » a annoncé la semaine dernière que 566 SDF dont 13 enfants avaient trouvé la mort en 2018. L'Institut national de veille sanitaire nous indique, quant à lui, qu'ils auraient été quelque 3 000 dans ce cas. Quels que soient les chiffres, ce sont des êtres humains qui meurent abandonnés dans la plus grande souffrance dans les rues de France. Pourtant, en 2017, Emmanuel Macron avait promis qu'il n'y aurait plus une seule personne à la rue avant la fin de l'année.

M. Thibault Bazin. C'est un beau parleur !

M. Jean-Hugues Ratenon. Le constat est tout autre et cette situation va s'aggraver car votre politique d'austérité affaiblit nos politiques de solidarité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, SOC et GDR.*) Assurer la dignité de toutes et tous est un devoir moral qui vous oblige ; ne pas y répondre, c'est nier la qualité d'être humain de ces personnes.

Monsieur le Premier ministre, il est temps de mettre en place une vraie politique sociale de protection humaine. Que comptez-vous faire pour éradiquer cette forme de maltraitance humaine, comme l'avait promis le président Macron ? Il ne suffit pas de se prendre en photo avec les SDF : il faut les sortir du couloir de la mort. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, SOC et GDR.*)

Plusieurs députés du groupe LR . Très bien !

M. le président. Monsieur le député, vous aurez compris que l'ensemble de cet hémicycle ne peut avoir que mépris pour les propos qui ont été tenus à l'égard de nos compatriotes réunionnais. (*Mmes et MM. les députés sur tous les bancs se lèvent et applaudissent.*)

La parole est à M. le ministre chargé de la ville et du logement.

M. Julien Denormandie, *ministre chargé de la ville et du logement*. Monsieur le député, je voudrais à mon tour condamner au nom du Gouvernement de la manière la plus solennelle et la plus ferme, les propos indignes qui ont été tenus à l'encontre de nos compatriotes réunionnais. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Je le dis avec d'autant plus de solennité que le préfet a immédiatement déposé plainte contre ces propos qui ne peuvent être acceptés dans l'enceinte de la République et au regard de ce qui nous unit toutes et tous, partout sur le territoire. (Mêmes mouvements.)

Monsieur le député, vous posez une question relative à l'ensemble de ces personnes qui sont dans la détresse, qui vivent dans la rue. Personne n'est dans la rue par choix. Aujourd'hui la rue tue, l'hiver mais aussi l'été.

C'est avec beaucoup d'humilité, parce que la situation est compliquée – ce sont encore plusieurs milliers de personnes qui dorment dans la rue –, mais aussi avec beaucoup de détermination que nous apportons des solutions à toutes celles et ceux qui sont dans la détresse.

Mme Mathilde Panot. C'est faux !

M. Julien Denormandie, *ministre*. L'année dernière, pour ne prendre que cet exemple, dans les rues de Paris, nous avons comptabilisé à peu près 3 000 personnes dans la détresse, à la rue. Cette année – et j'étais il y a quelques heures auprès des bénévoles qui ont effectué les recensements lors de cette Nuit de la solidarité –, c'est à peu près le même nombre, en légère augmentation même, qui a été constaté dans les rues.

En un an, qu'avons-nous fait ? Nous avons ouvert près de 3 000 places à Paris et près de 4 200 en Île-de-France. Depuis le 1^{er} novembre, nous avons ouvert 15 000 places pour accompagner toutes celles et ceux qui sont dans la détresse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Pourtant la situation reste difficile et nous continuerons à agir avec beaucoup de détermination, en continuant à ouvrir des places...

Mme Mathilde Panot. Ce n'est pas vrai !

M. Erwan Balanant. Mais si !

M. Julien Denormandie, *ministre*. ...y compris dans les bâtiments publics : mon ancien ministère a ainsi été transformé en centre d'hébergement d'urgence.

Mme Mathilde Panot. Cinquante-sept millions en moins, monsieur le ministre !

M. le président. Madame Panot, je vous en prie !

M. Julien Denormandie, *ministre*. En même temps nous continuerons la mise en œuvre du plan « Logement d'abord » pour conduire ces personnes des centres d'hébergement vers de vrais logements.

Beaucoup d'humilité mais une immense détermination...

M. le président. Merci, monsieur le ministre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Hugues Ratenon](#)

Circonscription : Réunion (5^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1784

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Ville et logement

Ministère attributaire : Ville et logement

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [21 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [21 mars 2019](#)